

24 septembre 2008

## **Après l'expulsion du Venezuela de leur directeur et sous-directeur... Qui est Human Rights Watch ?**

MELLADO Pedro



Le directeur pour l'Amérique Latine de Human Rights Watch (*Observatoire des Droits de l'Homme*), José Miguel Vivanco, et le sous-directeur, Daniel Wilkinson, ont quitté le Venezuela jeudi soir, en ayant été expulsés suite à la présentation ce jeudi à Caracas du rapport "*Une décennie de Chávez. Intolérance politique et occasions perdues pour le progrès des droits humains au Venezuela*", dans lequel ils affirment que les promesses importantes de la Constitution de 1999 s'étaient transformées en "occasions perdues".

Avant de parler de ce qu'est *Human Rights Watch*, prenons le temps de rappeler à la mémoire collective que c'est une ONG. Nous ne devons pas oublier qu'une ONG est une organisation privée, avec des fins et des objectifs clairement définis, qui sont déterminés en fonction des intérêts de ses membres. Que ces intérêts soient altruistes ou égoïstes, cela dépendra des gens qui la composent. Ceci étant dit, le fait qu'elle n'appartienne pas à un organisme gouvernemental ne signifie pas qu'elle n'a pas d'intentions idéologiques.

Ceci étant éclairci, il faut se demander quels sont les intérêts des dirigeants de Human Rights Watch, ou les intérêts de ceux qu'ils défendent, qu'ils soient particuliers ou de groupes. Pendant cette réflexion, nous devons tenir compte de qui finance cette organisation, d'où il ressort une organisation Jésuite étasunienne (Church World Service) ou les multinationales Winston et Ford, étasuniennes aussi. [1]

L'agression répercutée par les moyens de communication bourgeois, au motif de l'expulsion de José Miguel Vivanco, n'est pas la première dont ait souffert la démocratie Vénézuélienne, et elle n'arrive pas aujourd'hui par hasard. Si l'on remonte à 2004, en juillet, un mois avant le référendum Présidentiel, Human Rights Watch a entamé une campagne [2] contre le gouvernement à propos de la Loi Organique du Tribunal Suprême, accusant le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire au Venezuela.

La limpidité de cette affaire est on ne peut plus surprenante, ou alors, à défaut d'être soutenable cette accusation est le symbole d'un manque de démocratie ; en Espagne les partis politiques nomment le Conseil Supérieur de la Magistrature [3], le gratin de la magistrature, politisé au maximum. Mais avant cela, Human Rights Watch a aussi participé au cirque Médiatique international au sujet de la soi-disant fermeture d'une

chaîne de télévision qui continue d'émettre, RCTV, pendant lequel il était affirmé que cela faisait partie d'un plan de Chávez pour prendre le contrôle des moyens de communication, alors que 80% des médias du Venezuela sont privés et donc d'opposition. Cela pour ne pas parler des contenus de cette chaîne, douteux en ce qui concerne le respect de la démocratie. [4]

En 2005, l'ONG est aussi entré en scène pour défendre quatre personnes accusées par la justice de financement illégal d'organisation politique [5]. Rappelons que ces individus payaient leur campagne avec les fonds de la NED (National Endowment for Democracy, Dotation nationale pour la démocratie). Cette dotation, créée par le tolérant Ronald Reagan, est financée par le Congrès Américain et dédiée à promouvoir la seule vision de la démocratie que le pouvoir étasunien veut que nous connaissions (*NDT, voire à ce sujet les articles et livres d'Eva Golinger*). Parmi les membres de cette association figure, entre autres, le Sénateur de l'Arizona aujourd'hui candidat à la présidence des Etats-Unis, John McCain. [6]

La seconde fois qu'elle apparut opportunément fut en octobre 2007, deux mois avant le référendum Constitutionnel de décembre de la même année. [7] Ici l'intention était claire ; pour eux, une constitution socialiste est une attaque à leurs intérêts, il en firent leur bannière. L'excuse, les pouvoirs exceptionnels que pris le Président dans une situation d'urgence. A propos, une telle disposition n'existe-t-elle pas aussi dans la constitution d'autres pays Européens ? [8]

Cette dernière intervention, évidemment, a elle aussi un dessein. Ce n'est rien d'autre que les élections municipales qui se tiendront en novembre cette année. Sans aucun doute, remettre l'oligarchie vénézuélienne au pouvoir, ici municipal, c'est pour ces défenseurs des droits humains beaucoup plus important que, par exemple, d'enquêter sur le massacre de Pando, soutenu par l'oligarchie bolivienne, et sur lequel on ne trouve aucun article, ni la moindre condamnation, sur la page Web de l'organisation.

par Pedro Mellado

Rebelión (21-09-2008)

<http://www.rebelion.org/noticia.php...>

*Traduction Laurent pour le Grand Soir*

<http://www.legrandsoir.info>